

Manifestation syndicale du Premier mai contre l'austérité

Un modeste et paisible rituel sans perspective ni suite

Photos à : <https://picasaweb.google.com/110537867786455303075/ManifestationSyndicaleDuPremierMaiAMontreal>

Quelques milliers de syndiqués de l'ensemble des centrales ont marché paisiblement des bureaux du Premier ministre jusqu'au cœur financier de Montréal. Si toutes les catégories d'âge et les deux sexes y étaient raisonnablement représentés, l'âge moyen reflétait le vieillissement de la population du Québec et sans doute celui syndical d'autant plus que la précarité du travail de la jeunesse affaiblit leurs liens au mouvement syndical. Les contingents syndicaux, toutes bannières et drapeaux déployés avec pancartes imprimées en série mais sans presque aucune artisanale, dominaient largement des organisations populaires pour ainsi dire à peu près absentes.

Où est la claque au capital et à ses sbires ?

Le thème de l'austérité paraissait cependant viser essentiellement le gouvernement fédéral malgré les récentes menaces du nouveau gouvernement québécois. Les directions syndicales veulent-elles leur faire les yeux doux en vue des futures négociations du secteur public ? On remarquait, en tête de cortège, une bonne délégation du syndicat de Poste Canada suivi d'autres des Amis de Radio-Canada. Étaient aussi visibles les grévistes des magasins Loblaws de l'Abitibi-Témiscamingue et le syndicat d'Héma-Québec en dures négociations. À noter aussi la présence d'organisations de travailleurs immigrés et celle, plus nombreuse, d'organisations politiques dont surtout Québec solidaire mais aussi le PCC(M-L) et celles, scandant des slogans à l'unisson, de groupes anticapitalistes arrivées sur le tard de la manifestation de la CLAC.

Le contraste culturel et de composition sociale avec la manifestation anticapitaliste organisée par la CLAC était saisissant. Les forces policières ont pu s'y livrer sans retenue à leurs sports favoris, répression et arrestations, d'autant plus facilement que les personnes manifestant étaient peu nombreuses, quelques centaines. On peut certes penser que faire connaître le parcours d'une manifestation pourrait être raisonnable — la CLAC avait quand même révélé les points de départ et d'arrivée — il faut réaliser que toute information fournie au bras répressif de l'État va servir au contrôle et à l'étouffement de la dissidence si les autorités politiques le jugent à propos pour raisons d'inacceptabilité, à leurs yeux, de revendications, perspectives, stratégies ou tactiques.

Reste qu'on ne peut que déplorer le sectarisme de ces anticapitalistes se séparant des contingents syndiqués au lieu de profiter de l'occasion, par le moyen de banderoles, slogans, journaux et tracts, de leur faire connaître leurs analyses et propositions de tâches et perspectives. À eux, bien sûr, de voir à ce que leurs messages soient compréhensibles et pertinents aux yeux des prolétaires mobilisés. À remarquer, cependant, que plusieurs petits groupes anticapitalistes, dont certains collectifs de Québec solidaire, malgré l'absence de contingents, ont distribué de la littérature. D'autres, cependant, étaient aux abonnés absents. Québec solidaire lui-même n'avait que son nom à offrir sur ses pancartes sans originalité et sur sa bannière.

Un « front commun combatif » en préparation ?

À noter, en particulier, la présence d'Offensive syndicale, une initiative de deux de ces groupes, invitant les prolétaires syndiqués, en particulier du secteur public, à participer le 14 mai à une assemblée pour construire « *un front commun combatif* ». S'il y a une lutte à préparer dès maintenant, c'est bien celle du Front commun. On se dit que le hors d'œuvre idéal avant le plat principal très salé de l'an prochain serait une grande manifestation nationale, de préférence avec une grève d'avertissement de 24 heures, en juin contre le budget des Libéraux qui s'annonce très pimenté... tout comme l'aurait été celui d'un PQ majoritaire. Mais cette proposition n'était sur le menu de personne. (Comme le démontre le nouveau budget ontarien, un gouvernement

minoritaire cherchant un appui à gauche sait adoucir l'austérité quitte à augmenter un déficit déjà important... ce qui n'est pas une garantie qu'on mordra à l'hameçon.)

À arrimer à cette lutte qui s'annonce la clef de voûte pour la prochaine période celles de Poste-Canada et de Radio-Canada lesquelles permettraient un plus une jonction avec le Canada anglais, en plus des luttes aborigènes. L'information de Radio-Canada, en comparaison à celles de Power Corporation et de Québecor, reste nécessaire faute de média de masse d'au moins de centre-gauche. Rue Frontenac a été une belle occasion ratée parce que les bureaucraties ne voulaient pas de cet électron libre.

Poste Canada, futur Poste Québec, avec Internet et services bancaires... mais oui !

Au-delà d'une livraison du courrier bon marché et universelle, un acquis à préserver, le syndicat de Poste Canada ouvre des possibilités palpitantes en ouvrant la porte à un service public Internet et à une banque populaire. Voilà une possibilité de double punch contre les banques et contre les très lucratifs monopoles des télécommunications dont les grasses rentes inquiètent même les Conservateurs qui tentent en vain de leur susciter de la compétition venant des ÉU. Quel bel arrimage avec la banque d'État proposée (mais non propagée) par Québec solidaire. Quelle belle jonction avec la lutte pour l'indépendance qui devra tasser les banques, noyau dur du fédéralisme néolibéral, et s'appuyer sur des réseaux sociaux universels et libérés des monopoles.

Marc Bonhomme, 2 mai 2014

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

Bonjour Marc,

Voilà quelques années les anticapitalistes ont "décroché" de la manif syndicale pour quelques raisons stratégiques qu'il serait trop long à expliquer ici, mais le but général était de trouver une solution au style "parade syndicale" et redonner au 1er mai son pouvoir subversif. Une de celles-ci est une certaine intolérance de la part des services d'ordre syndicaux qui même à une certaine occasion ont facilité le travail aux flics afin que ceux-ci puissent procéder à des arrestations (avec chevaux au milieu) à l'intérieur même de la manifestation. D'ailleurs, notre syndicat (Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles) a envoyé une lettre de protestation et des demandes d'explication à la direction de la CSN (aucun accusé de réception et aucune réponse à notre demande).

L'attrait de la manif anticapitaliste allait en augmentant (5-600 en 2009, la manif anticapitaliste a regroupé environ 1 500 en 2011 (j'ai fait le comptage), dont 300 (enfants compris) du contingent baby bloc pour permettre aux jeunes parents de participer, mais que la police a réussi à dissocier de la manif principale pour mieux attaquer le reste, a réussi à attirer un groupe de militant-e de QS. 2012 est exceptionnel et 2013 se fait désormais sous le règlement anti-manifestation P6 à quoi la CLAC tente de répondre par une stratégie décentralisée (visant à disperser les forces de répression), pas très bien réussit cette année il faut dire si on compare à 2013 (il faudra sans doute faire un bilan). Mais contrairement au mouvement syndical qui a contesté le P6 uniquement par des déclarations (une honte à mon avis), la CLAC essaie au moins de combattre le P6 directement dans la rue. Jusqu'ici la répression l'emporte parce que le rapport de force est trop faible. Même avec seulement 3000 personnes dans la rue la police n'aurait pas osé coller des 650\$ même si elle avait déclaré la manif illégale.

Devra-t-on réintégrer la "manif syndicale" sans laisser tomber les aspects subversifs liés au rapport de force à construire et sans vouloir "instrumentaliser" la manif syndicale ?

Les 2-3 milliers de syndiqué-e-s dans la rue le jour même où les directions syndicales rencontrent

Couillard à Québec, laissent le premier ministre avec toute la marge de manœuvre possible pour imposer son budget régressif. C'est la catastrophe qui s'annonce dans les négos nationales.
Merci pour les photos

Bonne journée

Marcel [Sévigny, 3/05/14]